

CONCOURS EXTERNE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SESSION 2015

Réunion du jury d'admissibilité du 1^{er} mars 2016

CANDIDATS ADMISSIBLES

Cette liste comporte 42 candidats

SPECIALITE : AGENCEMENT ET REVETEMENT (6 candidats)

NOM PRENOM(S)	NOM DE JEUNE FILLE	DATE DE NAISSANCE
CORDONIN Florent Paul		11/01/1992
DIJOUX Ludovic		27/04/1988
FOURNAT Sébastien		13/08/1981
PAYET Eric		16/10/1990
TREBEL Christian		04/10/1974
VIENNE Géraud		07/12/1988

**SPECIALITE : INSTALLATIONS ELECTRIQUES, SANITAIRES ET
THERMIQUES (14 candidats)**



NOM PRENOM(S)	NOM DE JEUNE FILLE	DATE DE NAISSANCE
DIJOUX Lorenzo		06/11/1972
DIJOUX Pierre		15/08/1986
DORIQUE Clément		25/10/1986
GRUCHET Mickaël		08/12/1981
HOARAU Fabrice		30/12/1980
LAGARDE Christophe	LAGARDE	04/10/1978
LEPERLIER Harry		16/11/1972
MAILLOT Guillaume		18/12/1988
OLIVAR Teddy		09/07/1987
OULEDI Expédit		26/11/1974
SERY Frederic		09/10/1985
SMITH Fabrice		25/09/1976
TECHER Mickaël Gabriel		08/04/1982
TURPIN Jean-Marie		02/08/1965

SPECIALITE : RESTAURATION (16 candidats)

NOM PRENOM(S)	NOM DE JEUNE FILLE	DATE DE NAISSANCE
ALCINOÛS-LOUÂPRE Karine	ALCINOÛS	16/10/1977
CRESPY Jérôme		15/04/1986
DURAND Délia-Aurore		15/12/1981
ELISABETH Fredy		02/04/1983
FOCK-CHOW-THO Alexis		05/08/1993
GOSSARD Ivan Noe		24/10/1990
GUEZELLO David		07/10/1980
HOARAU Julien		07/01/1988
LEBON Christophe		11/09/1990
LOUÂPRE Dominique		06/05/1973
MAILLOT Philippe		09/01/1972
NATIVEL Jean-Stéphane		30/12/1986
NAZE Eddy		03/08/1971
NIVY Marie-Sandrine		31/12/1978
POTHIN Gérald		17/12/1988
TANJON Tania		26/08/1986

SPECIALITE : ESPACES VERTS ET INSTALLATIONS SPORTIVES (6 candidats)

NOM PRENOM(S)	NOM DE JEUNE FILLE	DATE DE NAISSANCE
DEVEAUX Thierry		16/11/1987
GALESNE Thomas		17/03/1981
HOARAU Sandro		27/01/1973
LEBON Jean Pierrot		21/08/1973
LEVY Julien		20/01/1989
TREBALAGE Jean Mickael		31/07/1977

Le Président du jury



*Cette liste d'admissibilité fera objet d'une publicité par voie d'affichage dans les locaux du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, pendant un délai de deux mois à compter du 1^{er} mars 2016.
Cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans ce délai de deux mois.*